



Maîtrise d'Ouvrage



<u>OPÉRATION :</u>	RESTRUCTURATION DES URGENCES ET PARTIELLE DU RDC DU SITE MCO DE L'HOPITAL DU GIER A SAINT-CHAMOND (42)
---------------------------	---

<u>OBJET DU MARCHÉ :</u>	DTE-DTE 2024-009 MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUES
---------------------------------	---

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES C.C.P.
--

Version du 27 décembre 2023_V1

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Découpage en tranches	4
1.3 Partie traitée à bons de commande	5
1.4 Intervenants	5
1.5 Contraintes et limites des prestations dues par le titulaire technique	6
1.6 Mode d'attribution des travaux.....	6
1.7 Sous-traitance	7
1.8 Conduite des prestations	7
1.9 Décision de poursuivre	8
1.10 Travail dissimulé.....	8
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
2.1 Pièces particulières	8
2.2 Pièces générales.....	8
ARTICLE 3. NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION DU TITULAIRE	9
ARTICLE 4. ELEMENTS DE MISSION.....	10
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE.....	10
5.1 Dispositions générales.....	10
5.2 Intervention en phase Concours.....	12
5.3 Intervention en phase de Conception	12
5.4 Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement	14
ARTICLE 6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION	14
6.1 Forme et contenu des prix.....	14
6.2 Détermination des prix de règlement	14

6.3	Modalités de règlement	15
ARTICLE 7.	ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
ARTICLE 8.	RESILIATION	18
8.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	18
8.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	18
8.3	Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique	18
8.4	Exécution de la prestation aux frais et risques.....	18
ARTICLE 9.	DELAIS - PRESENCE - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAIS	19
9.1	Délais.....	19
9.2	Présence en réunion et visite de chantier	19
9.3	Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire	19
9.4	Prolongation du délai d'exécution	20
9.5	Pénalités.....	20
ARTICLE 10.	ACHEVEMENT DE LA MISSION	21
ARTICLE 11.	CLAUSES DIVERSES.....	21
11.1	Cautionnement - Retenue de garantie.....	21
11.2	Assurances.....	21
ARTICLE 12.	UTILISATION DES RESULTATS	22
ARTICLE 13.	OBLIGATION DE DISCRÉTION	22
ARTICLE 14.	REGLEMENT DES LITIGES.....	22
ARTICLE 15.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	23

ARTICLE 1.OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des actes et avis dans les conditions des articles de l'Ordonnance n°2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation, ainsi que le Décret n° 2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre I^{er} du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent, et portant sur les natures et domaines définis à l'article 4 ci-après pour la conception et la réalisation des travaux de la restructuration lourdes des urgences, ainsi que du hall principal du site MCO de l'hôpital du Gier à Saint-Chamond (42) et d'extensions.

L'intervention du titulaire porte sur- l'opération de la restructuration lourde et extension d'une partie du RDC du site MCO de l'hôpital du Gier à Saint-Chamond (42).

Les travaux seront réalisés en site occupé avec maintien en activité des services.

Le périmètre du projet est défini dans le programme joint à la présente consultation, il comprend notamment :

- Restructuration des urgences filières courte et longue ;
- Restructuration / extension de l'unité d'hospitalisation de courte durée ;
- Restructuration de la maison médicale ;
- Restructuration du hall depuis l'entrée principale ;
- Création d'extensions .

La surface restructurée du projet est estimée à 1 663 m² de SU.

La nécessité du maintien en fonctionnement de l'hôpital dont le service des Urgences impose un projet à réaliser par phases en site occupé.

Adresse du site :

19, rue Victor Hugo 42400 SAINT-CHAMOND

L'enveloppe travaux de l'opération a été estimé à 4 300 000 € HT (valeur août 2023).

1.2 Découpage en tranches

1.2.1 Découpage en tranches

Sans objet

1.2.2 Affermissement des tranches

Sans objet

1.2.3 Indemnité d'attente

Sans objet

1.2.4 Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche conditionnelle

Sans objet

1.3 Partie traitée à bons de commande

Sans objet

1.4 Intervenants

1.4.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'Hôpital du Gier à SAINT-CHAMOND (42).

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maitre d'ouvrage » ou « représentant du pouvoir adjudicateur » ou « pouvoir adjudicateur ».

Le « pouvoir adjudicateur » est le CHU SAINT ETIENNE – Etablissement support du GHT LOIRE.

1.4.2 Assistant au maître d'ouvrage

L'assistant au maître d'ouvrage est la société :

ASCOREAL

Les terrasses des Bruyères- Bâtiment C
314, allée des Noisetiers
69760 LIMONEST

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « Assistant au maître d'ouvrage ».

1.4.3 Maîtrise d'œuvre

Le marché n'est pas encore attribué. Suite à l'avis du jury, 3 candidatures ont été retenues pour la phase concours sur remise APS.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « MOE » ou « maîtrise d'œuvre ».

1.4.4 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) :

La mission Ordonnancement, pilotage et coordination sera l'objet d'une mission complémentaire au marché de Maîtrise d'œuvre.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « l'OPC » ou « le pilote ».

1.4.5 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) :

L'opération, objet du présent marché relève du **niveau 1** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993). Cette mission sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Le coordonnateur sera désigné en application des articles L. 4532-3, -4 et -7 du code du travail par le pouvoir adjudicateur.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « CSPS ».

1.4.6 Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)

La mission SSI est confiée au maître d'œuvre en mission complémentaire.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le SSI ».

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur pourra se faire assister à tout moment par des spécialistes et experts dans différentes disciplines, s'il le juge utile.

1.5 Contraintes et limites des prestations dues par le titulaire technique

1.5.1 Contraintes

Dans le cadre de ses prestations, le titulaire doit prendre en compte les contraintes liées au site en activité, à l'environnement et à l'architecture du bâtiment.

1.5.2 Nature du contrôle

Le choix des aléas techniques dont la prévention est recherchée, est explicité à l'article 5 du présent CCP et est conditionné notamment par le respect des exigences essentielles suivantes :

- résistance mécanique et stabilité du bâtiment,
- sécurité en cas d'incendie ou de panique, tant en ce qui concerne le personnel que le public,
- sécurité d'utilisation.

1.5.3 Limites des prestations

L'intervention du titulaire porte sur- l'opération de la restructuration lourde et extension d'une partie du RDC du site MCO de l'hôpital du Gier à Saint-Chamond (42).

Les travaux seront réalisés en site occupé avec maintien en activité des services.

Le périmètre du projet est défini dans le programme joint à la présente consultation, il comprend notamment :

- Restructuration des urgences filières courte et longue ;
- Restructuration / extension de l'unité d'hospitalisation de courte durée ;
- Restructuration de la maison médicale ;
- Restructuration du hall depuis l'entrée principale ;
- Création d'extensions .

La surface restructurée du projet est estimée à 1 663 m² de SU.

La nécessité du maintien en fonctionnement de l'hôpital dont le service des Urgences impose un projet à réaliser par phases en site occupé.

1.6 Mode d'attribution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés et pourront faire l'objet des procédures suivantes en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser :

- Marché sur appel d'offres ouvert ;
- Marché sur appel d'offres restreint ;
- Marché négocié ;
- Marchés passés selon une procédure adaptée passée.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le pouvoir adjudicateur au niveau de l'avant-projet définitif (APD).

A cette fin le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

1.7 Sous-traitance

Les dispositions des Articles L2193-1 à L2193-14 du code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe4 de l'acte d'engagement.
A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 9.4 du CCP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant du pouvoir adjudicateur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1^{er} rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.8 Conduite des prestations

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe n°3 de l'acte d'engagement.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait au représentant du pouvoir adjudicateur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe 3 de l'acte d'engagement.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçu à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

1.9 Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à une modification de marché public soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application aux articles R.2194-1 ; R.2194-2 ; R.2194-5 à R. 2194-8 et R.2194-3 ; R.2194-4 ; R.2194-8 ; R.2194-9 ; R.2194-10 du code de la commande publique.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieur à 30 % du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

1.10 Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et - 7 du Code du travail.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, soit lors de la notification du marché soit, dans le cas contraire, à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante.

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses 3 annexes :
 - ✓ Annexe n° 1 : demande d'acceptation des sous-traitants ;
 - ✓ Annexe n° 2 : DPGF ;
 - ✓ Annexe n°3 : Organigramme et composition de l'équipe proposée pour la réalisation des missions (fournie par le candidat)
- le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- Programme technique détaillé de l'opération.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique approuvés par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 et la Norme NF P 03-100.

NOTA : Le titulaire de la mission ne peut arguer de sa méconnaissance de l'ensemble des pièces constitutives de la consultation. Il est réputé en avoir pris connaissance et s'être en permanence tenu au courant de leur évolution.

ARTICLE 3. NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les missions confiées au titulaire sont les suivantes, définies par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et son annexe A ainsi que la Norme NF P 03-100, complétés par les dispositions du présent Cahier des Clauses particulières.

Les missions de base confiées sont :

- **Mission LP (intégrant la mission L)** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables.
- **Mission LE** vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation.
- **Mission SEI** relative à la sécurité des personnes applicables aux E.R.P.

Les missions complémentaires confiées sont :

- **Mission P1** relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
- **Mission Ps** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- **Mission F** relative au fonctionnement des installations étant précisé que le contrôleur technique établira la liste des essais et épreuves que les entreprises doivent réaliser ;
- **Mission PH** relative à l'isolation acoustique de bâtiments ;
- **Mission TH** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- **Mission TH** relative à la thermique des extensions et des espaces réhabilités ;
- **Mission Hand** relative au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées ;
- **Attestation Hand** relative à la fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées ;
- **Mission Brd** relative au transport de brancards dans les constructions ;
- **Mission GTB** relative à la gestion technique des bâtiments ;
- **Mission VIEL** relative à la vérification initiale des installations électriques complétée par la vérification avant la mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL et la réalisation de la première vérification périodique des installations électriques ;
- **Mission PV** relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations ;
- **Mission AV** relative à la stabilité des avoisinants.

Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;

- **Mission HYSh ou HYSa**, missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...

Le contenu de ces missions est défini à l'annexe A du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 ainsi que la Norme NF P 03-100 et complété par le présent document.

ARTICLE 4.ELEMENTS DE MISSION

Les prestations décrites dans le présent chapitre pourront être exécutées en plusieurs parties.

Chacune des missions confiées au titulaire sera constituée à partir des éléments de mission principaux suivants :

- Analyse des 3 projets APS remis par les candidats en phase concours de maîtrise d'œuvre avec production d'un rapport d'analyse.
- Examen des documents de conception : éléments permis de construire, déclaration de travaux, APS, APD, PRO établis par la maîtrise d'œuvre ;
- Examen des documents d'exécution : PEO et notes de calculs établis par les entreprises ;
- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements : élément suivi de travaux ;
- Opérations préalables à la réception et remise des ouvrages ;
- Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 5.CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE

5.1 Dispositions générales

Moyens matériels : le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage à mettre gracieusement à disposition du titulaire, pendant la phase de réalisation des travaux, les locaux nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du titulaire sont demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui apparaissent nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent contrat, pour mettre en garde le représentant du pouvoir adjudicateur contre les conséquences fâcheuses de dispositions prises par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'exécution. Le titulaire est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.

Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation technique du projet par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants.

D'une manière générale, le titulaire doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage.

Tout au long de la conception, jusque et y compris les calculs et détails d'exécution, les interventions du titulaire comportent l'examen critique des documents, pièces écrites ou dessins fournis par les constructeurs, par leurs sous-traitants et éventuellement par les fabricants d'équipements rendus solidaires par l'article 1792 - 4 du Code civil et en particulier :

- examen des dispositions du programme pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements ;
- examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- examen des conditions d'appels d'offres pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements notamment la qualification exigée pour les entreprises ;
- examen des modifications apportées au dossier d'appels d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

Ces examens et vérifications se concrétisent par des avis rédigés dans une forme accessible au représentant du pouvoir adjudicateur à qui ils sont destinés et signés par le responsable technique autorisé visé à l'article 1.8 du présent CCP.

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le représentant du pouvoir adjudicateur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci. La mission du titulaire n'implique pas qu'il doive nécessairement assister aux réunions de chantier.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Si ce responsable n'est pas l'agent visé à l'article 1.8 du présent CCP, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné.

Le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date au représentant du pouvoir adjudicateur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet. Il n'est pas tenu d'assister aux opérations préalables à la réception.

Durant la période de parfait achèvement qui suit la réception, le titulaire continue à fournir ses avis comme ci-dessus. A la fin de cette période, il établit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier.

Pour ce qui concerne la sécurité des personnes, le titulaire donne son avis sur l'application des divers règlements de sécurité. Lorsque de tels règlements n'existent pas, il attire l'attention du pouvoir adjudicateur sur les dispositions du projet qui risquent de mettre en cause la responsabilité du pouvoir adjudicateur et des constructeurs en cas d'accidents corporels survenant aux occupants.

Le titulaire doit dans ses avis, se référer aux documents relatifs au domaine de la construction (ou motiver les raisons pour lesquelles il s'en écarte) tels que :

- textes législatifs et réglementaires,
- fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux,
- les textes techniques de caractère normatif suivants :
 - . normes françaises, y compris les normes européennes transposées,
 - . règles et prescriptions techniques DTU,
 - . avis techniques, appréciations techniques d'expérimentation et agréments techniques européens,
 - . règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités.

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que dans ses avis le titulaire se borne à attirer l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur sur les risques encourus.

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui peuvent découler de son intervention.

De son côté, le représentant du pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :

- informer dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat;
- donner au titulaire copie du dossier de sécurité et éventuellement de ses modificatifs;
- fournir au titulaire tous plans descriptifs et notes de calculs;
- assurer au titulaire le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction pour laquelle son intervention a été requise;
- prévenir en temps utile le titulaire des dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution ainsi que des dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages et lui communiquer les procès-verbaux de ces réceptions;
- tenir informé le titulaire de la suite réservée à ses avis. Pendant l'exécution des travaux, le titulaire adresse directement au maître d'œuvre et à l'entrepreneur une copie pour information de ses avis et rapports et au représentant du pouvoir adjudicateur si celui-ci le lui demande;
- et d'une façon générale, permettre au titulaire d'exercer sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit au titulaire de participer à la conception des ouvrages, à l'exécution des travaux, à leur métré, et de donner des ordres aux constructeurs. Cette disposition ne fait pas obstacle à la proposition de solutions par ce dernier pour contribuer à la résolution de problèmes techniques, tant en phase de conception que d'exécution.

Il est précisé que chaque phase décrite aux articles 5.2 à 5.5 du présent CCP correspond à une partie technique au sens de l'article 20 du CCAG-PI.

5.2 Intervention en phase Concours

Analyse des 3 projets APS remis par les candidats en phase concours de maîtrise d'œuvre avec production d'un rapport d'analyse.

5.3 Intervention en phase de Conception

L'intervention du titulaire en phase de conception correspond à la phase « Examen des documents de conception » telle que décrite à l'annexe B du CCTG applicable aux marchés de contrôle technique, compte tenu des précisions et compléments ci-après.

Durant toute la phase d'études, le titulaire participera aux réunions organisées par le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre dont l'ordre du jour concerne les éléments soumis au contrôle.

Lors de ces réunions, et entre celles-ci le titulaire examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation, émettra ses avis et proposera le cas échéant les solutions supplétives qu'il jugera opportun.

Ces avis seront récapitulés à chaque phase d'étude définie ci-après dans le rapport qui sera remis au pouvoir adjudicateur en cinq exemplaires à l'issue de chacune de ces phases.

5.3.1 Intervention des phases APS et APD

Le Titulaire assurera la rédaction de la notice de sécurité qui sera remise dans le dossier de Permis de construire.

Le titulaire participera aux réunions de présentation du projet aux organismes chargés de l'instruction du permis de construire qui auront lieu pendant cette phase d'études.

D'autre part, les conditions de l'appel d'offres et notamment la définition des lots seront réalisées lors de cette phase. Le titulaire examinera ces conditions pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et équipements soumis au contrôle, et notamment la qualification exigée des entreprises.

Production d'un rapport d'analyse du projet de la phase APS et de la phase APD.

5.3.2 Intervention en phase PRO-DCE

Le rapport du titulaire remis à l'issue de cette phase constituera le Rapport Initial du Contrôleur Technique au sens du CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique, qui comportera notamment :

L'examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;

L'examen et les avis sur la liste des documents techniques de référence listés par la maîtrise d'œuvre dans les CCTP (CCTG, normes NF et européennes, DTU, etc.),

L'examen et les avis sur les cahiers des charges des essais et mesures prévus aux CCTP ;

L'examen des modifications apportées au dossier d'appels d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

5.3.3 Intervention en phase ACT

L'analyse des candidatures et des offres remises dans le cadre de la consultation des entreprises relève des missions du maître d'œuvre.

Cependant, des variantes pourront avoir été proposées par les entreprises qui seraient susceptibles de modifier les hypothèses ayant conduit le titulaire à émettre un avis favorable dans le rapport remis à l'issue de la phase PRO-DCE.

Dans ces conditions, le représentant du pouvoir adjudicateur transmettra au titulaire les descriptifs de ces variantes, afin que celui-ci puisse donner son avis sur celles-ci dans le cadre de l'analyse des offres.

5.3.4 Intervention en phase de réalisation

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux sur 2 sites distincts comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le représentant du pouvoir adjudicateur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Si ce responsable n'est pas l'agent visé à [l'article 1.8](#) du présent CCP, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné. Ces avis sont adressés directement au maître d'œuvre et à l'OPC par le titulaire qui en adresse également une copie au pouvoir adjudicateur et à l'entreprise concernée.

La mission du titulaire comporte notamment les éléments suivants :

- Examen des documents d'exécution : PEO et notes de calculs établis par les entreprises, visas des plans d'exécution, des plans de phasage, de procès-verbaux d'essais, avis techniques et notes de calcul ;
- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements et établissement de comptes rendus de conformité(s) ou d'anomalie(s) suite aux examens sur le chantier ;
- Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;
- Participation aux essais et vérification de leurs résultats ;

- Participation aux opérations préalables à la réception et à la remise des ouvrages : Le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date au représentant du pouvoir adjudicateur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet ;
- Fourniture des documents établissant la conformité des ouvrages construits aux dispositions présentées à la Commission de Sécurité et fourniture au pouvoir adjudicateur d'un rapport complet destiné notamment à la Commission de Sécurité préalablement à l'ouverture des locaux au public.
- Participation aux visites de la commission de sécurité en fonction du phasage.
- Établissement de rapports de Vérification Réglementaire après Travaux (RVRAT) pour chaque fin de phase de travaux.
- Établissement d'un rapport final de contrôle technique (RFCT) pour chaque fin de phase de travaux.

5.4 Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Durant la période de garantie de parfait achèvement, la mission du titulaire comporte les mêmes missions que pendant la phase de réalisation pour les travaux qui sont réalisés durant cette période.

A l'issue de cette période, il établit la mise à jour du RVRAT, ce second rapport récapitulatif reprenant un plan identique au rapport précédent.

ARTICLE 6. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION

6.1 Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et sa responsabilité civile décennale. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

Les frais de reprographie sur site seront pris en compte sur le compte des dépenses communes.

6.2 Détermination des prix de règlement

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément au code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

6.2.1 Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

6.2.2 Mode d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

6.2.3 Choix de l'index de référence :

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

6.2.4 Modalités de révision des prix

La révision prévue à l'article 6.2.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (Im-4 / IO-4)$$

Avec Im-4 : valeur de l'index du mois d'établissement des prix moins 4 mois.

Avec IO-4 : valeur de l'index du mois en cours duquel chacun des règlements dû au Titulaire moins 4 mois.

Ce mois m est déterminé comme suit:

- a) durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : index du mois au cours duquel les prestations relatives à l'élément sont remises au pouvoir adjudicateur;
- b) durée d'exécution supérieure à un mois : mois moyen d'exécution des prestations (par dérogation à article 10.2.2 du CCAG-PI).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

6.3 Modalités de règlement

6.3.1 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-22, R.2193-10 ; R.2193-17 à R.2193-21, R.2193-11 ; R.2193-12 ; R.2193-14 ; R.2193-15 ; R.2193-16 et R.2193-22 du code de la commande publique.

6.3.2 Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

Mission du titulaire	Date d'exigibilité
Analyse concours sur APS	100% à la remise du rapport
Intervention en phase ESQ m&j	100% à la remise du rapport
Mise au point phase APS	60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport
Intervention en phase APD	60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport
Intervention en phase PRO-DCE	60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport
Intervention en phase ACT	100% au prorata des montants des projets marchés analysés
Intervention en phase travaux	80% au prorata temporis d'avancement des travaux selon le planning d'exécution 20% à la remise du RFCT
Intervention en période de garantie de parfait achèvement	100% à l'achèvement du délai de garantie ou de sa prolongation par le pouvoir adjudicateur

Le titulaire envoie au représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, sa demande d'acompte accompagné d'un projet de décompte et d'un état périodique.

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.4 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à 6.2.4 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;

- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article 98 du Code des marchés publics. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, ainsi que le prévoit le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

6.3.3 Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis au représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par le représentant du pouvoir adjudicateur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels. Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de **30 jours calendaires** pour remettre au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 37 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article 98 du Code des marchés publics. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

ARTICLE 7. ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies aux articles 5.2 à 5.4 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 31.3 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 9.2 du présent CCP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

ARTICLE 8. RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 29 à 34) avec les précisions et dérogations suivantes:

8.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 33 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à deux pour cent (2%).

8.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 34.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de 2.5%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 5%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 32.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 5 jours calendaires à dater de la réception de la mise en demeure.

8.3 Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché celui-ci est résilié de plein droit et dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

8.4 Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 36 du GGAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9. DELAIS - PRESENCE - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAIS

9.1 Délais

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution prévisionnel de la mission.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du C.C.A.G.-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant.

9.1.1 Délais en phase de conception

Les délais dont le titulaire dispose pour remettre son rapport, à compter de la réception des documents correspondants sont les suivants :

Intervention en phase concours APS	Deux (2) semaines
Intervention en phase APS mise au point	Deux (2) semaines
Intervention en phase APD	Deux (2) semaines
Intervention en phase PRO-DCE	Trois (3) semaines pour produire le RVRAT
Intervention en phase ACT	Une (1) semaine

9.1.2 Délai en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours calendaires pour l'examen des documents d'exécution à compter de la réception de ceux-ci.

Le titulaire dispose d'un délai de deux (02) mois, à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, pour remettre son RFCT, ainsi que le RFCT mis à jour à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 Présence en réunion et visite de chantier

Pendant les phases de conception et de travaux, le titulaire devra être présent en réunion à chaque fois qu'il y est convié par le MOE ou le MOA.

Pendant les phases de production, il effectuera à minima une visite de chantier par mois, chaque visite donnera lieu à l'établissement d'un rapport transmis au MOE et au MOA dans la semaine suivant la visite.

9.3 Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base du bordereau des prix joint en annexe de l'acte d'engagement, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par le pouvoir adjudicateur.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux (défini par la division du montant indiqué pour la phase « intervention en phase chantier » à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement par la durée en mois des travaux), multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de 3 mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec le pouvoir adjudicateur, un avenant au présent contrat est établi.

9.4 Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait du pouvoir adjudicateur ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché. Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur.

9.5 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes.

9.5.1 Généralités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

9.5.2 Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

9.5.1 Dépassement des délais de production des documents

- ✓ 50 EUROS HT/jour ouvré de retard, par document H pour les avis sur documents d'exécution et les rapports de visite.
- ✓ 200 EUROS HT pour les rapports d'examen relatifs à chaque phase de conception et pour le RVRAT

9.5.2 Absence en réunion de chantier ou non réalisation des visites de chantier

- ✓ 100 EUROS HT par absence en réunion (au-delà de 2 absences sur la durée de l'opération)
- ✓ 50 EUROS HT/jour ouvré de retard, de retard dans la réalisation de la visite de chantier après rappel écrit du MOA.

9.5.3 Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur ou du MOA, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à [l'article 1.10](#) du présent CCP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une

pénalité 200 € HT par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

9.5.4 Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à [l'article 11.2](#) du présent CCP, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 200 € HT par jour de retard.

9.5.5 Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur

Conformément à [l'article 1.7](#) du présent CCP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, la pénalité suivante sera appliquée : 200 HT par jour de retard.

ARTICLE 10. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 11. CLAUSES DIVERSES

11.1 Cautionnement - Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

11.2 Assurances

11.2.1 Assurance décennale

Le titulaire est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

11.2.2 Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

11.2.3 Assurance complémentaire

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

11.2.4 Justification

Le titulaire du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle et décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti et les montants des garanties seront détaillés dans l'attestation. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus, il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le titulaire est garanti à titre principal).

Le titulaire du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le pouvoir adjudicateur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quelque en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'ouverture du chantier.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 9.4 du présent CCP.

ARTICLE 12. UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 CCAG-PI.

ARTICLE 13. OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 14. REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Lyon.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé EURO restera inchangé en cas de variation des taux de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi, correspondances, doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations au CCAG-PI introduite par le CCP :

Article du CCAG	Intitulé	Article du CCP
3.2.4	Modalités de computation des délais	<u>9.1 et 9.4.1 et suivants</u>
3.6.3	Sous-traitance	<u>9.4.5</u>
3.4.3	Conduite des prestations par une personne nommément désignée	<u>1.8</u>
4.1	Pièces contractuelles – Ordre de priorité	<u>2</u>
4.2	Pièces contractuelles – Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances	<u>2</u>
9.2	Présence en réunion et visite de chantier	-
10.2.2	Détermination des prix de règlement	<u>6.2</u>
11.2 à 11.7	Remise de la demande de paiement	<u>6.3</u>
11.8	Paie ment pour solde et règlements partiels définitifs	<u>6.3.3</u>
13.3	Prolongation du délai d'exécution	<u>9.3</u>
14.1	Pénalités pour retard	<u>9.4</u>
34.3	Décompte de résiliation – Au crédit du titulaire – Au débit du titulaire	<u>8.2</u>
36.1	Frais et risques	<u>8.4</u>
37	Règlement des litiges	<u>6.3.3</u>

Lu et approuvé,

À **Villars**, le **26 janvier 2024**

Le titulaire
(signature et cachet)



BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
25 avenue de l'industrie
CS 80088
42390 VILLARS CEDEX

Christian FAURE - Chef du Service BTS Loire Auvergne Drôme Ardèche

A, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,